

FORUM 2007 de l'OCDE

Innovation, croissance et équité

14-15 Mai 2007, Paris

Infrastructure d'ici 2030 : croissance, innovation et financement

Grégoire Postel-Vinay, Chef de l'Observatoire des stratégies industrielles, Conseiller pour la prospective, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, France

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

C'est un grand privilège que d'être ici pour traiter de l'enjeu majeur que représentent les infrastructures dans le monde qui vient. Et je mesure d'autant plus ce privilège qu'il intervient pour mon pays dans une période de transition et de rénovation, au moment même où, peut être, la réforme de sa structure gouvernementale montrera l'importance que nous accordons aux infrastructures, en France, et dans le monde, en regroupant les responsabilités en la matière, à des fins d'une gestion plus efficace, plus interactive, plus innovante, et plus soucieuse du développement durable.

Il s'agit dans notre pays d'une longue tradition, qui nous vaut dans les matrices de comparaisons internationales, y compris les moins favorables, de figurer dans les premiers rangs, et parfois au premier, pour les infrastructures (nous venons par exemple d'enregistrer un record du monde de vitesse sur rail, et avons le plus long retour d'expérience sur le parc nucléaire civil installé). Elles charpentent la nation, et conditionnent dans une large mesure les autres développements, bien au-delà de leur part directe dans le PIB. Nous ne sommes du reste pas les seuls pour cela : l'American Society of Civil Engineers estimait récemment qu'il faudrait investir en 5 ans 1300 Md\$ pour maintenir les infrastructures américaines à un niveau compatible avec le niveau de développement de ce pays. La Chine déploie des programmes gigantesques pour son équipement à long terme. A l'échelle mondiale, le rapport dont nous discutons nous enseigne, sur les aspects quantitatifs, au moins quatre données majeures :

- Certes la part relative des infrastructures matérielles (hors éducation, notamment) dans le PIB mondial va continuer décroître, de 2.83% au cours de cette décennie, à 1,79 au cours de la décennie 2020-2030
- Mais certains domaines seront, eux, en croissance : il en va ainsi de la production électrique, passant ainsi de 0,22 à 0,24% du PIB, soit 175 Md€ par an dans la décennie 2020, et surtout de l'eau, passant de 1.01% à 1.03% soit environ 750Md€ par an dans la même décennie, près du double des montants actuels. Globalement les investissements énergétiques avoisinent 1% du PIB mondial. Les montants des investissements dans le rail, les routes, les télécoms, continueraient à croître en valeur absolue, mais à un rythme plus lent que le PIB mondial.
- Surtout, et c'est le changement majeur, si au cours des 25 dernières années près de 95% des investissements d'infrastructures étaient au sein de l'OCDE actuel,

durant les 25 années devant nous, plus de la moitié sont hors de l'OCDE. Ce qui pose un gigantesque défi de transfert de savoir faire et de partenariats à monter avec les pays émergents.

- Les infrastructures font système : elles sont d'autant plus efficaces qu'elles sont pensées non pas simplement indépendamment les unes des autres, mais avec une planification stratégique et une gouvernance adaptées, suffisamment souples pour être capables d'intégrer rapidement les innovations pertinentes, suffisamment structurées pour permettre les flux de capitaux, et les cadres légaux, nécessaires à des opérations lourdes et amorties sur longues ou très longues périodes.

Ces infrastructures constituent pour nous l'épine dorsale de la nation, et par delà celle de l'Union européenne. Elles sont un pré-requis pour des sociétés prospères et en croissance :

- Sans les ports, les routes, les aéroports, le ferroviaire, le commerce ne pourrait pas se développer comme il l'a fait depuis deux générations à un rythme supérieur à la croissance, et la tirer. Il ne pourrait pas non plus être un facteur puissant de paix et de cohésion, par les intérêts mutuels qu'il crée entre les nations.
- Sans les infrastructures à très haut débit des télécoms, pas de société de la connaissance, et donc un poids beaucoup plus faible de l'investissement immatériel, qui dans les économies développées dépasse désormais largement l'investissement matériel, et contribue ainsi essentiellement à la création de valeur.
- Sans des investissements majeurs pour les infrastructures énergétiques, et ce point doit être rapproché de l'agenda international sur la lutte contre l'effet de serre, nous ferons face à des situations extrêmement sérieuses, tant du point de vue géopolitique et de la paix pour l'accès à l'énergie qu'environnemental et aussi de développement : nombre d'activités économiques sont liées à l'usage chimique d'hydrocarbures ou à leur densité énergétique qui les a fait privilégier pour les transports : la part de l'usage des hydrocarbures pour la seule production d'énergie est à long terme appelé à se réduire. Ces investissements de productions nouvelles sont sans préjudice bien entendu d'un couplage avec des investissements sur la demande de produits et méthodes moins consommatrices d'énergie.
- Sans des investissements majeurs pour l'accès à l'eau, la croissance démographique prévisible d'ici 2050, moment où elle devrait plafonner, induira nécessairement des famines. Et sur le plan sanitaire, en particulier dans les pays en développement, impossible de répondre à des pénuries graves. Faut-il rappeler que dans les risques systémiques émergents à l'échelle mondiale, les sécheresses sont cause chaque année en moyenne de plus de 100.000 morts, en ordre de grandeur, contre 10.000 pour les risques technologiques et quelques milliers pour le terrorisme, et que les risques liés à l'effet de serre comptent désormais pour l'opinion publique pour un tiers parmi les principaux, devant le terrorisme autour d'un cinquième.
- Enfin, globalement, au moment où la mondialisation fragilise un certain nombre d'emplois sur les territoires des pays développés, les infrastructures constituent un moyen d'ancrage d'emplois, tant pour leur élaboration que pour leur maintenance et

pour les activités induites : il n'y a pas de territoires sans avenir, il n'y a que des territoires sans projet. Ainsi par exemple, en France, le viaduc de Millau, outre sa beauté propre, a-t-il induit un renouveau d'activité économique pour une zone qui, à défaut, était vouée à la stagnation et à une paupérisation relative.

Je ne saurais commenter dans le détail ici les 17 recommandations du rapport, qui sont les bienvenues. Je me bornerai à trois remarques :

- **Les partenariats privés publics ont de beaux jours devant eux**, dans un monde où les déficits budgétaires contraignent les marges de manœuvre des Etats ou des collectivités locales, alors même que l'investissement public reste un moteur majeur. Et, nonobstant la contrainte budgétaire, une politique d'offre et d'investissement en matière d'infrastructures, raisonnée, demeure un facteur dynamisant de la croissance, comme un facteur d'entraînement de l'innovation. La lutte contre l'effet de serre est un exemple d'échec de marché qui requiert l'intervention publique, autonome et en coopération internationale, par exemple.
- **La forte priorité énergétique** liée au choc pétrolier, à la concentration des réserves d'hydrocarbures hors de l'OCDE, et à la lutte contre l'effet de serre, ne pourra être traitée efficacement que si plusieurs considérations sont dûment prises en compte :
 - Dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la France apparaît très bien placée dans l'OCDE. Cela résulte d'une politique intense depuis le premier choc pétrolier, qui doit ses résultats grosso modo pour les deux tiers au programme d'électricité nucléaire, et pour un tiers à des économies d'énergie et la promotion d'énergies renouvelables, ainsi que quelques mesures de police environnementale et de normes. Cela a permis de réduire l'intensité énergétique de 42% depuis 1973, soit environ 1,2%/an. Les perspectives offertes par la décision du conseil européen de mars 2007 de réduire de 20% les GES d'ici 2020, si l'on suppose la croissance de l'Union comparable à ce qu'elle a été, conduisent à une réduction supplémentaire d'au moins 3,5%/an.
 - Cela veut dire qu'il faudra agir sur tous les leviers en même temps, avec un grand volontarisme : sur l'offre, toutes énergies confondues et sans a priori. Sur la demande, avec des efforts de R&D et d'innovation importants. Sur l'habitat et tertiaire et les transports en particulier, pour lesquels existent là aussi des échecs de marché : pour ne donner qu'un exemple : les PC du monde entier ont des consommations qui vont du simple au triple, et ces consommations ne sont pas un critère d'achat. Les rendre apparentes, ou objet de normes, a un impact significatif, eu égard à la taille du parc installé.
 - A l'échelle mondiale, la demande d'énergie devrait croître à environ 1,6% l'an, pour une croissance du PIB sensiblement plus élevée. Le différentiel passe par le développement d'une économie de l'immatériel (donc des infrastructures de télécoms), mais aussi par de très nombreuses innovations dans les biens physiques : il est ainsi remarquable, à titre d'exemple, que le nouveau ministre du MOST chinois se soit fait l'avocat d'un développement

automobile dans lequel la moitié des véhicules commercialisés en Chine en 2020 serait des hybrides.

- Cela veut dire aussi qu'il faudra sans cesse une coordination multilatérale pour ne pas induire des délocalisations contre-productrices du point de vue de l'effet de serre comme de l'emploi, et pour investir l'euro, le dollar, le yen ou le renminbi marginal, de la façon la plus efficace possible.
- Troisièmement, pour les investissements offshore de chaque pays disposant d'avantages compétitifs, un cadre légal suffisamment stable sera requis pour éviter de réitérer des aventures financières comme ce que furent au moins pour leurs premiers promoteurs, celles du canal de Panama, des chemins de fer russes, voire d'Eurotunnel. A cet égard, deux pistes sont probablement simultanément porteuses : l'une, de revoir dans les accords de l'OMC concernant les mesures relative aux investissements et affectant le commerce (TRIMs) les dispositions discriminatoires qui demeurerait alors que leurs raisons d'être auraient disparues, en particulier dans certains pays émergents ; ceci peut d'ailleurs sans doute être un intérêt conjoint des Etats-Unis, de l'Union et du Japon. L'autre, pour les PVD, de s'interroger sur les raisons qui ont vu l'aide publique au développement décroître en 2006 pour la première fois depuis 1997, et les moyens d'y remédier.

Bien entendu, rien de tout cela ne sera possible sans des visions de long terme, prospectives, couplées avec le souci du détail et de l'ancrage local, pour que les investissements soient réalisés à un rythme compatibles avec les besoins. Ainsi peut être suivrons nous le conseil de voir loin en s'appuyant sur l'expérience acquise qui court, comme un fil rouge, du discours de Périclès aux Athéniens lors de la guerre du Péloponnèse, au conseil de Bernard de Chartres à ses pairs au XII^e siècle « nous sommes des nains juchés sur les épaules de géants, nos pères. Mais ajoutant notre science à la leur, nous verrons plus loin qu'eux », conseil que Newton a repris, plus tard, à son compte.¹

Je vous remercie de votre attention, et répondrai avec plaisir aux questions.

¹ We are like dwarfs sitting upon the shoulders of giants, and so able to see more and see farther than the ancients